

A/AOT/2024/04/001

Arrêté municipal d'octroi d'une Autorisation de voirie

Le Maire de la Commune de MONTAGNAC

Vu la demande en date du 05/04/2024 par laquelle

La SARL LAMBERT
Domicilié au N°3 Impasse des Cévennes 34530 Montagnac

Sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public,
Pour permettre des travaux de dalles de béton
Du Mardi 23 Avril 2024 au Mardi 30 Avril 2024 inclus,
Au 41 Rue Jean Jaurès

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2

Arrête :

ARTICLE 1^{ER}

La SARL LAMBERT est autorisée à occuper le domaine public comme indiqué dans sa demande, à charge par lui de se conformer aux dispositions et aux conditions spéciales suivantes : la libre circulation des piétons en sécurité sur le trottoir sera impérativement maintenue ou à défaut devra être aménagée à la charge du pétitionnaire ou son entrepreneur, un cheminement de remplacement sécurisé.

Toutes précautions seront prises pour éviter les accidents ; L'autorisation accordée sera révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige ou si le permissionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées ;
Le pétitionnaire restera responsable de tous accidents pouvant résulter de l'exécution de son travail ;
Le pétitionnaire devra aviser la Police Municipale, au moins 48 heures avant le commencement des travaux ;

L'occupation ne pourra excéder la période citée ci-dessus et, à l'expiration de ce délai, la voie publique devra entièrement être débarrassée de tout dépôt.

ARTICLE 2 La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions de l'arrêté municipal portant règlement général. (Le cas échéant).

ARTICLE 3 Les véhicules en stationnement devront être installés de manière à ne pas faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni aux camions de collecte des ordures ménagères, qui ont lieu les mardis et samedis matins, ni aux véhicules de secours y compris les gros gabarits.

La SARL LAMBERT s'engage à mettre en place, des panneaux de signalisation regroupant cet arrêté afin d'en informer les passants.

ARTICLE 4 Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 Le pétitionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

ARTICLE 6 La présente autorisation est tenu pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le pétitionnaire des conditions imposées par le règlement général de voirie visé à l'article 2 ou énoncées aux articles ci-dessus.

ARTICLE 7 Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le pétitionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

ARTICLE 8 La présente autorisation ne vaut pas permis de construire, ni déclaration de travaux.

Fait à Montagnac

Le 05/04/2024

Le Maire

Yann LLOPIS

